REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 02 au 08 février 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Interviews de l'Ambassadeur de l'UE.....2
- Vincent Degert (Ambassadeur de l'Union Européenne) «L'accord Post-Cotonou va marquer une évolution majeure»

1.2 Coopération régionale.....5
- La COI signe trois nouveaux financements

1.3 Projet Hydromet.....6
- Renforcer la résilience régionale grâce à des services météorologiques, hydrologiques et climatiques améliorés dans les pays membres de la Commission de l'océan Indien

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....10
- Projet "Ridge to Reef": signature d'un Protocole d'accord de 4 millions d'euros entre l'Agro-Industrie et l'UE, hier 4 février
- Coopération : Madagascar et l'Inde sur la même longueur d'onde

2.2 Santé.....12
- Covid-19 : 4 décès et 295 nouveaux cas concentrés dans trois régions
- 147 new cases and one more death as community transmission surges
- Les Comores dépassent la barre de 3000 cas de positifs de covid-19
- Covid-19 à Domenjod : un sixième cas positif détecté

2.3 Pêche.....16
- Secteur de la pêche : Une production annuelle d'une valeur de 750 millions USD

2.4 Environnement.....17
- ICS celebrates National Protected Areas Day | 06 February 2021

Vincent Degert (Ambassadeur de l'Union Européenne) «L'accord Post-Cotonou va marquer une évolution majeure»



Vincent Degert – Dans un contexte mondial qui change, le partenariat entre la Commission de l'Océan Indien et l'Union Européenne est aussi appelé à évoluer. Mais, insiste Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union Européenne auprès de Maurice et des Seychelles, il y aura une constante : c'est la détermination de l'Union Européenne à renforcer ses liens avec les pays de l'Indianocéanie.

Depuis plus de 35 ans, la Commission de l'océan Indien et l'Union européenne répondent ensemble aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien. Comment s'est matérialisé ce partenariat pour la région ?

En effet, nous avons bâti avec la Commission de l'océan Indien (COI) un partenariat de plus de trois décennies. Ce partenariat a su évoluer pour s'adapter aux besoins régionaux et aux préoccupations nouvelles. Il reste encore aujourd'hui très dynamique et en pleine croissance. Il a déjà permis d'améliorer la vie de centaines de milliers de citoyens dans la région en termes de revenus des activités de pêche, d'approvisionnement en eau potable, de préservation de la biodiversité et même de sécurité. Nous avons forgé ce partenariat sur la base de nos liens historiques et sur nos intérêts communs. L'Union européenne (UE) est, en effet, un partenaire stratégique des États membres de la COI dans les domaines clés tels que la sécurité maritime, la pêche, la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, l'intégration économique ainsi que la sécurité sanitaire. Les îles

de l'océan Indien sont parfois injustement considérées comme «des nains» en termes de taille, mais on oublie qu'elles sont des géants en termes de zone économique exclusive (ZEE), ce qui leur confère un rôle et un intérêt géostratégique certains. Ces îles disposent cependant au plan individuel de peu de moyens pour faire face aux nombreux défis posés par l'étendue de leur ZEE (zone économique exclusive). Coopération et partenariat s'imposent donc pour assurer la sécurité dans la région, par exemple au regard du trafic maritime régulier et dense qui amène son lot de dangers comme le récent naufrage du Wakashio au large des côtes de Maurice l'a tristement illustré. Le soutien apporté par la France, complété par la mobilisation du mécanisme de protection civil européen et la mise à disposition d'images satellite, a démontré la valeur ajoutée d'un travail en commun sur ces grands enjeux. L'UE est ainsi engagée depuis plus d'une décennie pour promouvoir la sécurité maritime dans la région, notamment avec EUNAVFOR – Somalia Opération Atalanta – opération qui a été étendue jusqu'à fin 2022, et qui reste encore déterminante pour lutter contre la piraterie dans la région et assurer la sécurité maritime qui vient d'être étendue au trafic de drogue et d'armes. La lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, fait aussi partie des actions communes COI-UE. Tous ces défis demandent une mise en commun des connaissances et des ressources entre l'UE et la COI et leurs États membres respectifs. Cette solidarité de fait est le fondement de notre appui continu à la COI. Mais il y a beaucoup d'autres domaines, comme la lutte contre le changement climatique, pour lesquels nous avons un intérêt commun et sur lesquels nous travaillons en parfaite intelligence.

«L'UE est un partenaire stratégique des états membres de la coi» – Vincent Degert.

De manière spécifique, dans quelle mesure ce partenariat a été bénéfique pour Maurice ?

Depuis plus de 35 ans, la Commission de l'océan Indien et l'Union européenne répondent ensemble aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien. Comment s'est matérialisé ce partenariat pour la région ? En effet, nous avons bâti avec la Commission de l'océan Indien (COI) un partenariat de plus de trois décennies. Ce partenariat a su évoluer pour s'adapter aux besoins régionaux et aux préoccupations nouvelles. Il reste encore aujourd'hui très dynamique et en pleine croissance. Il a déjà permis d'améliorer la vie de centaines de milliers de citoyens dans la région en termes de revenus des activités de pêche, d'approvisionnement en eau potable, de préservation de la biodiversité et même de sécurité. Nous avons forgé ce partenariat sur la base de nos liens historiques et sur nos intérêts communs. L'Union européenne (UE) est, en effet, un partenaire stratégique des États membres de la COI dans les domaines clés tels que la sécurité maritime, la pêche, la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, l'intégration économique ainsi que la sécurité sanitaire.
Maurice, comme tous les États membres de la COI, bénéficie des projets et des programmes régionaux mis à disposition par l'UE. Les retombées

positives issues de la mise en commun des connaissances et des bonnes pratiques sont multiples, mais pas toujours connues du grand public comme, par exemple, les missions conjointes de surveillance de pêche ou la possibilité de partage d'informations maritimes entre les garde-côtes mauriciens et le centre d'information régional de Madagascar (CRFIM), qui permet une meilleure surveillance du trafic maritime dans la zone. De même, la clôture de la pêche à l'ourite a été mise en application dans le cadre du programme Smartfish de la COI sous financement de l'UE, et également les patrouilles conjointes par les autorités compétentes pour lutter contre la pêche illégale dans la région du sud-ouest de l'océan Indien sous le 'Plan régional de surveillance de pêche' dans le cadre du programme Smartfish. Certaines des activités se tiennent à Maurice, ce qui permet aux parties prenantes des autres États membres de la COI de découvrir les bonnes pratiques mises en œuvre à Maurice et de les utiliser. Et, inversement, les partenaires mauriciens qui participent, lorsque les conditions sanitaires le permettent, aux réunions dans les autres États membres de la COI, bénéficient des actions de renforcement de capacité et d'assistance technique. En tant que pays hôte du Secrétariat de la COI, Maurice a une responsabilité additionnelle d'animation, de plaque tournante et de démonstration de l'importance et de l'utilité au quotidien de cette institution régionale.

«L'UE est engagée depuis plus d'une décennie pour promouvoir la sécurité maritime» – Vincent Degert.

Suite de l'article

Pour l'infos :

Vincent Degert: «L'accord post-Cotonou va marquer une évolution majeure» | lexpress.mu



La COI signe trois nouveaux financements

4 jours ago Jac Daniel Jean Claude Le Roy

Grand moment pour la Commission de l'Océan Indien à Blue Tower à Ébène avec la signature de trois conventions financières l'une avec l'Union Européenne et deux autres avec la France et l'Agence Française de Développement.

Les financements devront avoir un effet sur le terrain dans les états membres a indiqué Vincent Degert, Ambassadeur de l'UE, à une question de la presse, dans divers domaines, comme la surveillance météorologique, la paix et la stabilité dans la région, la mitigation des risques de catastrophes naturelles, cyclones, flash floods, conditions extrêmes. entre autres.

Pour le Secrétaire Général de la COI, Vêlayoudom Marimoutou, l'organisation Indianocéanique continue son travail en élargissant les domaines tout en gardant les systèmes de veille comme celui mis en place pour le suivi de la dengue, le chikungunya et actuellement le coronavirus.

Pour infos cliquez ci-dessous :

http://ile-maurice.niooz.fr/la-coi-signe-trois-nouveaux-financement-38814791.shtml

Maurice Info - Une actualité par heure - La COI a signé trois financements de projet - YouTube

Renforcer la résilience régionale grâce à des services météorologiques, hydrologiques et climatiques améliorés dans les pays membres de la Commission de l'océan Indien (projet Hydromet)

Annexe 6 Cadre de gestion environnementale et sociale

Janvier 2021



AFD/DOE/CLI-DCP-2017-060

Contrat n° : CZZ2152-MS-2019-03

Le document présente le cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) du projet intitulé « Renforcement de la résilience régionale grâce à des services météorologiques, hydrologiques et climatique améliorés dans les pays membres de la Commission de l'océan Indien – Projet Hydromet ».

Les risques de sauvegarde sont limités et sont principalement associés à l'installation de nouveaux équipements météorologiques, ou dans le cas des unités de radar Doppler sur de petites structures de tour, et à la rénovation des bâtiments existants sur les sites des stations météorologiques nouvelles ou réhabilitées. Le projet couvre également la rénovation des bâtiments de service des existants associés aux bureaux du service météorologique et aux

installations des stations météorologiques sont prévus. Le résumé des consultations par pays est ajouté en annexe au CGES.

Pour toute utilité, veuillez-vous référer au dispositif de gestion des réclamations environnementales et sociales de l'AFD.

Plus d'information

- **http://www.maurice-info.mu/2021-02-05-union-europeenne-investit-plus-de-240-millions-de-roupies-dans-la-lutte-contre-le-changement-climatique-et-la-protection-de-la-biodiversite.html**

Projet "Ridge to Reef": signature d'un Protocole d'accord de 4 millions d'euros entre l'Agro-Industrie et l'UE, hier 4 février

Un Protocole d'accord de 4 millions d'euros entre l'Agro-Industrie et l'UE a été signé, hier, jeudi 4 février, dans le cadre de la mise en oeuvre du projet Mauritius from Ridge to Reef. Cela en marge des célébrations marquant la Journée Internationale des Zones Humides 2021 ("World Wetlands Day"). Cette journée ayant pour thème, Les Zones humides et l'eau, cette année, la cérémonie a eu lieu sur le site de Ramsar à Pointe d'Esny.

"Ce n'est pas un hasard que nous célébrons la Journée Internationale des Zones Humides, cette année à Pointe d'Esny. Nous avons tous en mémoire les circonstances dramatiques du naufrage du Wakashio dans la région et des dégâts qui y ont été causés. Fort heureusement, le site de Ramsar à Pointe d'Esny a été épargné", a affirmé le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire, Maneesh Gobin dans son discours.



En marge du *World Wetlands Day 2021*, il a fait état de la célébration d'un triple événement: (i) la célébration de la Journée Internationale des Zones Humides, le projet *"Ridge to Reef"* et un protocole d'accord entre l'UE et deux ONG, à savoir Reef Conservation et Mauritius Wildlife Foundation (MWF). *"Le projet "Ridge to Reef" veut dire la préservation de l'environnement de la crête des montagnes jusqu'aux récifs. Ce protocole d'accord de l'ordre de 4 millions d'euros est échelonné sur 7 années afin que nous puissions nous engager dans de projets de protection de l'Environnement. Selon les termes de l'accord, c'est les NPCS (National Parks Conservation Services, ndlr) qui sera responsable de la réalisation de ce projet",* a souligné Maneesh Gobin.
Pour ce qui est du protocole d'accord avec la MWF, le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire, a déclaré qu'il porte sur une visite de l'UE sur l'île aux Aigrettes et les îlots aux alentours, ainsi que la protection de la faune et de la flore des îlots concernés.

Le ministre Gobin a tenu à remercié tous les officiers, les techniciens, les volontaires et les ONGS qui se sont attelés à la tâche pour nettoyer les zones touchées par la catastrophe du Wakashio.
Dans les détails, il est mentionné que le projet "Ridge to Reef" (2021-2026) vise à la restauration des forêts et la création d'une nouvelle zone forestière endémique (y compris les mangliers) dans le cadre d'une initiative de gestion intégrée durable du paysage. **Suite de l'article**

Plus d'information
http://www.maurice-info.mu/2021-02-05-union-europeenne-investit-plus-de-240-millions-de-roupies-dans-la-lutte-contre-le-changement-climatique-et-la-protection-de-la-biodiversite.html

Coopération : Madagascar et l'Inde sur la même longueur d'onde

Par Les Nouvelles sur 28/01/2021

Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?



Excellente. A la lecture du discours de l'ambassadeur Abhay Kumar à l'occasion de la cérémonie de célébration du 72e anniversaire de la République de l'Inde, mardi, la relation entre Madagascar et l'Inde est au beau fixe. « L'Inde et Madagascar entretiennent des relations bilatérales cordiales et amicales. Nous partageons la même vision sur la scène multilatérale », a indiqué le diplomate indien. Les deux pays ont, à ce titre, plusieurs programmes de coopération, notamment dans les domaines stratégique et technique, économique ou encore social.

A titre d'illustration, Madagascar est l'un des rares pays à avoir reçu, dans le domaine médical, un don d'appareil radiothérapie Bhabatron-II de la part du gouvernement indien. De nombreux patients atteints du cancer en ont déjà bénéficié. En 2016, l'Inde a également mis en place un Centre géo-informatique appliqué au développement rural (CGARD) en faveur de la recherche, la conception, la modélisation et le développement de la technologie géospatiale pour le développement rural.

Appui

Sur le plan éducatif, l'Inde a offert une centaine de bourses dans le cadre de la coopération technique et économique indienne (Itec) et 23 dans le cadre de l'ICCR (Conseil indien pour les relations culturelles) pour l'année en cours. Par ailleurs, un protocole d'accord sur la promotion de la télé-éducation et de la télé-médecine à Madagascar est également à l'étude.

« L'Inde a toujours été aux côtés de Madagascar (...) », a ajouté l'ambassadeur de l'Inde en évoquant, entre autres, la distribution d'une aide humanitaire aux populations sinistrées du nord ou l'appui en faveur de la lutte contre le Covid-19.

« En tant qu'Ambassadeur de l'Inde à Madagascar, je me sens privilégié de pouvoir contribuer au développement de ce partenariat », a déclaré le diplomate indien. Il n'a pas manqué de remercier le gouvernement malagasy pour avoir facilité l'entrée de l'Inde dans la Commission de l'océan Indien et au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

J.P

Covid-19 : 4 décès et 295 nouveaux cas concentrés dans trois régions



Trois décès sont survenus à Analamanga et un autre dans la Haute Matsiatra, durant la semaine du 30 janvier au 5 février 2021, portant à 285 le nombre de décès liés à la Covid-19 depuis le début de l'épidémie. Cette fois, la barre des 300 nouveaux cas en une semaine n'a pas été atteinte. Néanmoins, avec 295 nouveaux cas en sept jours, selon le dernier bilan hebdomadaire publié hier, la même tendance au niveau du nombre de nouvelles contaminations par semaine maintient un rythme quasi-constant. Ces 295 nouveaux cas de la semaine, identifiés parmi 2596 tests, sont localisés dans 12 régions de Madagascar.

Détails. Trois régions détiennent le plus grand nombre de contaminations. Analamanga reste toujours le principal foyer, suivi des régions Haute Matsiatra et Atsinanana.
Formes graves. Par ailleurs, on dénombre actuellement 585 cas actifs, dont 38 formes graves localisées dans cinq régions. Analamanga en compte le plus grand nombre avec 21 formes graves. Le reste étant localisé dans les régions Haute Matsiatra (12 formes graves) ; Vakinankaratra (3 formes graves), ainsi que le Boeny et l'Atsimo-Andrefana qui comptent chacune une forme grave.

Au chapitre des guérisons, 275 patients atteints de la Covid-19 ont recouvré la santé durant la même période du 30 janvier au 5 février. À ce jour, plus de 18 000 personnes (18 490) sont guéries de la Covid-19 depuis le début de l'épidémie en mars 2020 sur un total de 19 360 cas confirmés, soit un taux de guérison de 95,5%. Rappelons que le nombre de tests réalisés depuis maintenant onze mois, est de 114 282. En font partie les tests PCR et les tests GeneXpert.

Hanitra R.

Covid-19 update





Dr Gedeon and Dr Louange during the press conference yesterday (Photo: Louis Toussaint)

147 new cases and one more death as community transmission surges

By Christophe Zialor

The Ministry of Health has recorded 147 new cases of Covid-19, the highest number recorded so far over a period of 48 hours.

Meanwhile Seychelles has recorded a new Covid-19 related death where a man lost his life, which brings the death count to six.

Addressing this new surge in a press conference yesterday afternoon was the Public Health Commissioner Dr Jude Gedeon and the chief executive of the Health Care Agency Dr Danny Louange.

Dr Gedeon mentioned that yesterday after the usual press briefing they started seeing new cases and throughout the night multiple tests were carried out and they started recording several positive cases.

The doctor continued by stating that after testing all samples from February 3, they detected 71 new cases, 7 foreigners and the rest Seychellois.

The test continued throughout the night for the February 4 sample and 76 cases were again recorded, 21 foreigners including GOP holders and the rest Seychellois.

This adds up to a total of 147 new cases in the last two days.

"All indications point towards more cases being recorded in the coming hours," said Dr Gedeon.

One reason he gave for this sudden rise in cases is that the Ministry of Health took it upon itself to test people who had come in contact with Covid-19 more diligently and also test everyone who reported to the fever centres irrespective if their symptoms are mild or not.

"This helped in us picking up more cases, even if they are still asymptomatic," he said.

"It's better to know who is positive than to let them wander around the community," Dr Gedeon said, adding that some that tested positive are not

in the stage of infection, while some are asymptomatic, symptomatic and some showing mild symptoms.
"In the new cluster there will be those who need medical attention and will be admitted as well as those who will isolate at their homes," Dr Gedeon said.
He also warned the public that the Covid-19 pandemic is not over so we should not let down our guard, stressing the fact that even if they have received the first dose of vaccine they still do not have immunity.
"It's very important that we keep following restrictions and treat the situation as if everyone is positive," said the doctor.
Regarding the facilities available, Doctor Louange noted that the number of positive cases needed to be put in isolation is far greater than the available rooms at the facilities that are currently in use.
He noted that they will reopen Il-di-Swet (South-East Island) which had been closed as well as using more rooms at Beau Vallon Bay and adding 24 new rooms.
"When we have tallied the number of cases and space we have we concluded that only 117 rooms are available," he said.
To resolve this issue, the ministry has decided to isolate some patients in their homes, this will include GOP holders as well as Seychellois.
"Their homes will be evaluated and if it meets our criteria they will be placed there," said Dr Louange.
On Praslin there are seven positive cases, 5 of which are in isolation at the Indian Ocean Lodge, while two will be brought to Mahé for monitoring to see if they have underlying health issues.
The health department is advising people to follow the health guidelines and stay home if needed.

Christophe Zialor

Les Comores dépassent la barre de 3000 cas positifs de COVID-19

Le ministère de la santé vient de sortir un nouveau bulletin de santé sur la pandémie Coronavirus. 86 nouveaux cas positifs sont enregistrés dans l'ensemble du territoire nationale indépendant, dont 76 à la grande Comores, 8 à Anjouan et 1 à Moheli. 3086 personnes sont testées positives depuis le début jusqu'aujourd'hui. 644 cas positifs restent actifs sur les 3 îles. 2334 personnes sont guéries. 3 nouvelles personnes ont perdu leurs vies à cause des complications liées au COVID-19. 108 décès depuis le début de l'épidémie jusqu'aujourd'hui.

Covid-19 à Domenjod : un sixième cas positif détecté

par Cindy CLAIN

Un cluster a été détecté à la prison de Domenjod. Depuis le début de la campagne de dépistage, ce sont six agents pénitentiaires qui ont été testés au Covid +.
Depuis lundi 1er février, 26 des 30 femmes incarcérées ont été testées. Les résultats étaient négatifs. La contamination au sein du centre pénitentiaire de Domenjod a débuté dans le quartier des femmes.
Ce mercredi 3 février, c'est 90 personnels pénitentiaire qui sont venus se faire tester.

Un renforcement des mesures sanitaire :

- Le niveau 4 du protocole sanitaire (le plus élevé) a été activé.
- chaque détenu doit porter un masque chirurgical à la sortie de sa cellule
- les activités socio-culturelles sont interrompues
- l'école se fait en distanciel
- le sport en extérieur est autorisé
- les parloirs avec des systèmes de protection autorisés
- les transferts de détenus vers les autres établissements du département ne sont plus possibles
- une quatorzaine est appliquée aux détenus arrivant dans l'établissement

Secteur de la pêche : Une production annuelle d'une valeur de 750 millions USD



Les pêcheurs traditionnels se plaignent toujours de la baisse de leurs captures. (Photo d'archives)

Le secteur de la pêche joue un rôle important dans l'économie nationale.

En effet, ce secteur y inclus l'aquaculture, fait vivre plus de 1,5 millions d'habitants résidant dans les régions côtières de l'île. Ils font partie des communautés les plus vulnérables et marginalisées du pays alors que la production halieutique annuelle porte une valeur de près de 750 millions USD, selon une étude publiée par la Banque Mondiale, l'année dernière. Ce qui contribue à 7% du PIB (Produit Intérieur Brut) national. Force est également de remarquer que ce secteur pourvoyeur de devises, représentait encore 6,6 % des exportations de la Grande île, il y a deux ans de cela.

Baisse des captures. Cependant, la majorité des pêcheurs surtout les pêcheurs traditionnels se plaignent actuellement d'une baisse considérable de leurs captures. Ils sont tous obligés de naviguer jusqu'au large pour pêcher en raison de la rareté des poissons le long des côtes, et ce, malgré le fait qu'elle soit de plus en plus dangereuse. D'après toujours cette étude menée par la Banque Mondiale, la surpêche, la recrudescence de mauvaises pratiques de pêche nuisant à l'environnement et la destruction généralisée de l'habitat marin ont entraîné ce déclin de la pêche côtière dans la région. Une grande superficie de forêts de mangroves qui servent de zone de reproduction et de grossissement des animaux marins, sont en même temps partie en fumée en vue de la production de charbon, dans certaines régions comme dans le nord de Madagascar. Cependant, la survie et la subsistance des communautés côtières dépendent de ce secteur de la pêche.

Suite de l'article

ICS celebrates National Protected Areas Day | 06 February 2021



There are geographical spaces in Seychelles that are worth protecting. These spaces, also known as Protected Areas, are managed through legal frameworks such as the National Parks and Nature Conservancy Act of 1969. Recently, the Cabinet endorsed and approved the final amendments to the Nature Reserves and Conservancy Bill, 2020, to replace the current National Parks and Nature Conservancy Act. Various stakeholders such as Island Conservation Society (ICS), were involved in the development of the new Bill, which will ensure the protection of more islands and provide a more holistic approach to biodiversity protection as per international norms and best practices.

Aride Island is an example of a Protected Area in Seychelles. Officially designated as a Special Reserve in 1979, the ecological management of the reserve from a once commercially exploited woodland into a thriving lush and pristine forest has proven to be vital for several flagship species. The nature reserve is a sanctuary for huge numbers of around 10 species of breeding seabirds and holds the world's largest population of Tropical Shearwater and Lesser Noddy. Besides, the Seychelles' largest population of Roseate Tern named after the island as *arideensis*. **Suite de l'article**